

leur appréciation de cet acte de générosité qui surpasse tout ce qui a jamais été fait dans le Royaume-Uni, par aucun citoyen, fut-il noble ou plébéien.

Devant cette grande manifestation patriotique l'action du gouvernement était toute tracée. Oubliant pour un moment la lettre de la constitution et n'écoutant que la voix de la reconnaissance et du cœur, le ministre s'engagea dans cette politique nouvelle sans l'assentiment des représentants du peuple et dépensa des deniers publics, anticipant l'approbation des communes. Je ne crois pas, honorables messieurs, que le gouvernement soit condamné pour cette action par les loyaux sujets de Sa Majesté au Canada.

Lord Strathcona, les ministres eux-mêmes ont payé le tribut du sang et les fils de trois d'entre eux sont maintenant en face de l'ennemi.

Le fils unique, le seul enfant du président de cette Chambre, le colonel Oscar Pelletier, quittant sa jeune épouse et ses six enfants en bas âge, disant adieu aux rives du Saint-Laurent, confiant à sa patrie ce qu'il a de plus cher au monde, oppose à l'instant même, sa poitrine où bat un cœur de soldat, aux balles ennemies pour la défense du drapeau anglais.

Prions Dieu, le dieu des combats, qu'il nous ramène nos fils et nos frères, couverts de gloire, après avoir aidé à la victoire des armes anglaises sur la terre d'Afrique.

J'ai l'honneur de proposer l'adoption de l'adresse en réponse au discours du trône.

L'honorable M. BURPEE: En me levant pour appuyer la motion de l'honorable monsieur qui vient de reprendre son siège, je crois devoir réclamer de cette honorable Chambre une indulgence qu'elle n'a jamais coutume de refuser à ses plus jeunes membres. Je n'ai pas le plaisir de comprendre la langue dont s'est servi celui qui a proposé l'adoption de l'adresse maintenant devant nous, et je regrette que cette langue n'ait pas fait partie du programme des études que j'ai faites. Je n'ai aucun doute que l'honorable monsieur n'ait traité très abilement tous les sujets mentionnés dans le discours du trône, et si j'avais pu saisir tout ce qu'il a dit, je suis sûr que je serais porté à n'ajouter rien de plus et à reprendre mon siège après avoir appuyé la motion qu'il a proposée. Mais, honorables messieurs, si vous voulez m'accorder quelques instants

d'attention, je dirai, moi aussi, quelques mots au sujet des questions signalées dans le discours de Son Excellence. Le premier paragraphe nous parle de la prospérité du pays, prospérité qui est prouvée surtout par l'augmentation de nos importations et exportations. Je n'ai pas besoin d'insister sur cette vérité que notre pays, en effet, jouit d'un très haut degré de prospérité. Ce fait ne peut être contesté lorsque nous constatons par les documents publics que l'ensemble du commerce s'est accru de 82 millions et demi de piastres en chiffres ronds, pendant les trois dernières années, soit 27½ millions de piastres en moyenne par année. C'est un résultat qui est certainement très satisfaisant, et qui prouve d'une manière concluante que notre pays est dans une condition très prospère. J'ajouterai que, pendant les derniers six mois de la dernière année fiscale, l'ensemble de notre commerce s'est élevé à 208 millions de piastres. Les tableaux du commerce des six mois correspondants de l'année précédente donnent un ensemble du commerce de 177 millions de piastres seulement. L'augmentation a donc été de 26 millions de piastres. Le sujet qui s'impose le plus actuellement à l'attention de notre pays est la malheureuse guerre dans laquelle l'Angleterre est engagée contre l'Etat Libre d'Orange et le Transvaal. La Grande-Bretagne a été, sans doute, contre son désir entraînée dans cette guerre. Le fait est que le mauvais gouvernement du Transvaal, et la manière dont le gouvernement Boer a persécuté les Uitlanders, de toutes les croyances et de toutes les nationalités, constitue un grief qui ne pouvait être toléré plus longtemps, vu le grand nombre de sujets britanniques qui résident dans le Transvaal et l'Etat Libre d'Orange. Le gouvernement de la mère patrie a fait des représentations au gouvernement de ces républiques; il a essayé de négocier avec elles dans le but d'améliorer la condition des Uitlanders, ou d'amoinrir leurs griefs; mais tous ses efforts ont échoué. Au lieu d'accueillir avec un esprit de conciliation les propositions du gouvernement britannique, le gouvernement Boer a mis fin aux négociations par une demande impertinente faite au gouvernement britannique de cesser immédiatement d'envoyer des troupes et des munitions de guerre dans ses propres colonies de l'Afrique-sud. Puis, les négociations